L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 8 JANVIER 1879. 52me Année

DUFOUR & LIMET,
Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS,
MERCREDI 8 JANVIER 1879.

Machines, outils, etc. — Voir l'annonce d'encan de D. E. Murphy & Son.

Foin. Foin.—Voyez l'annonce d'encan de MM. D. E. Murphy & Son.

La liquidation de la situation financière.

Dès la première séance de la législature, le sénateur Steven a proposé une série de mesures ayant pour objet le règlement des embarras financiers de l'Etat. Nous attendrons d'en avoir le texte sous les yeux avant d'exprimer une opinion définitive sur l'ensemble des mesures proposées et sur chacune d'elles séparément. Pour aujourd'hui, nous nous contenterons de les indiquer brièvement.

Le premier bill propose l'émission de $1,500,000 de nouveaux Bons, remboursables en 20 ans et portant cinq pour cent d'intérêt, qui seront échangés pour les coupons d'intérêt impayés ou vendus au taux des Bons consolidés pour payer ces coupons.

Le second bill propose de réduire l'intérêt des Bons consolidés de sept à cinq pour cent.

Le troisième bill a pour objet de changer le mode de l'assessement et d'assurer la collection des taxes.

La réduction de l'intérêt de la dette de sept à cinq pour cent est une excellente mesure et nous pensons que nous n'aurons aucune objection à présenter contre le second bill. Quant au troisième, s'il a pour but d'égaliser l'assessement dans l'Etat et d'atteindre les contribuables de mauvaise foi qui trouvent toujours moyen de se soustraire à leurs obligations, nous ne pourrons également que l'approuver.

Mais nous n'en saurions dire autant du premier bill. La proposition d'augmenter la dette de $1,500,000 sous prétexte de payer l'intérêt arriéré, nous semble à la fois inconstitutionnelle et impolitique. Nous nous réservons de le démontrer quand nous aurons le texte même du bill. En fait, la réduction de l'intérêt des consolidés de sept à cinq pour cent, ne laisserait rien de disponible pour payer l'intérêt et le principal de ces nouveaux Bons et le plan de M. Steven ne s'explique que par la supposition qu'il compte sur une augmentation de revenu par suite du changement que son troisième bill apporterait dans l'assessement et de la collection plus régulière des taxes qu'il assurerait.

Un point important à noter, c'est que le plan du sénateur d'Orléans respecte la limite actuelle de cinq mills et demi pour la fraction de la taxe affectée au service de la dette. Si on parvient à réduire les autres dépenses de façon à abaisser le total des taxes de toute nature de 14 mills et demi à dix mills au maximum, on pourra ne pas toucher à cette affectation des cinq mills et demi et les créanciers n'auront rien à dire.

Comme nous allons probablement avoir à discuter les points de droit et de fait que soulèveront les propositions faites et à faire pour la liquidation de la situation financière, nous croyons nécessaire de reproduire, comme point de départ de toute discussion, le texte de certaines clauses du bill de conversion et des amendements constitutionnels, afin de faire bien comprendre le caractère du contrat intervenu en 1874 entre l'Etat et ses créanciers et l'étendue des obligations imposées aux contribuables.

La section 1 du bill de conversion du 24 janvier 1874 ordonne l'émission de 15 millions de Bons consolidés ou autant qu'il sera nécessaire, payables en 40 ans et portant 7 pour cent d'intérêt. La section 3 porte que ces Bons seront émis en échange des anciens titres de dettes y désignés à raison de 60 cents par dollar, et la section 5 porte que ces Bons consolidés ne pourront être employés *à aucun autre usage* que le *dit échange*, et des peines sévères sont édictées pour punir toute infraction à cette prescription. Cette disposition doit être rapprochée de celle de la section 13 reproduite plus loin.

Voici le texte même de la section 7 relative à la taxe :

Section 7.—Une taxe de cinq mills et demi sur chaque dollar de la valeur assessée de tous les biens réels et personnels dans l'Etat, est par la présente, levée annuellement et sera collectée, dans le but de payer *l'intérêt* et le *principal* des Bons consolidés autorisés par la présente loi, et le revenu qui en dérivera *est* par la présente mis à part et *alloué* pour cet objet, et pour aucun autre.

.....Si, pendant une année quelconque, il y a un surplus provenant de la dite taxe, après que tout l'intérêt échéant dans la dite année aura été payé, le dit surplus sera employé à l'achat et au retrait des Bons autorisés par la présente, les dits achats devant être faits par le bureau de liquidation sur les plus basses offres, après avis dûment donné ; pourvu que la taxe totale pour l'intérêt et tous les autres objets d'Etat, l'entretien des Ecoles publiques excepté, ne dépasse jamais douze mills et demi par dollar. La taxe d'intérêt susdite sera une taxe annuelle qui continuera jusqu'à ce que les dits Bons consolidés aient été payés ou rachetés en principal et intérêt ; et la dite allocation sera une allocation annuelle qui continuera pendant la même période, etc.

.....

Sect. 11.—Chacune des dispositions de cette loi sera et est déclarée être un contrat entre l'Etat de la Louisiane et chaque porteur des Bons émis en vertu de cette loi.

.....

Sect. 13.—La dette entière de l'Etat, en l'année 1914, ne sera jamais augmentée, directement ni indirectement, au-delà de la somme de quinze millions de dollars, autorisée par la présente, l'intention et l'objet de cette loi et des échanges qui doivent être effectués, étant de réduire et de restreindre toute la dette de l'Etat à une somme ne dépassant pas quinze millions de dollars, et de convenir avec les porteurs des Bons consolidés à émettre en vertu de la présente, que la dite dette ne sera pas augmentée au-delà de la dite somme pendant la dite période.

On sait que la loi de conversion a été complétée par trois amendements constitutionnels soumis au vote du peuple en novembre 1874. Le premier de ces amendements, validé le contrat résultant de la loi; voici le texte des deux actres. Nous donnerons dans un autre article, les conclusions qui découlent du rapprochement de ces textes.

No. 2. Que la dette de l'Etat soumise à l'adoption ne dépasse pas 25 millions de dollars, la limite constitutionnelle restera au point le plus bas atteint, et la dette publique ne pourra plus jamais être accrue, et cette règle restera en vigueur jusqu'à ce que la dette soit réduite à 15 millions de dollars, chiffre au-delà duquel elle ne pourra être accrue. Et la taxation pour tous les objets d'Etat, excepté pour le soutien des écoles publiques, ne DÉPASSERA JAMAIS 12 MILLS ET DEMI au dollar de la valeur assessée des biens réels et personnels dans l'Etat, excepté en cas de guerre ou d'invasion.

No 3. Le revenu de chaque année dérivé de la taxation sur les biens réels, personnels et mixtes, ou des licences, sera connu séparément aux dépenses de l'année pour lequel il sera levé, à moins qu'il ne reste un surplus qui sera appliqué à l'acquittement de la dette publique. Toutes les allocations et réclamations en excès du revenu annuel mettent en échec la validité de toutes les autres allocations faites pour cette année.

Le Magasin Rouge, coin des rues Royale et Dumaine, est le seul endroit où l'on trouve de belles chaussures de qualités supérieures à des prix très réduits.

MESSAGE
DU
Gouverneur de la Louisiane.

L'heure avancée à laquelle nous avons reçu la copie révisée du message du gouverneur et la longueur de ce document ne nous permettent pas d'en donner la traduction en entier. Nous en ferons l'analyse succincte.

Le message commence par une allusion à la terrible épidémie que nous venons de traverser. Le gouverneur rend hommage aux sympathies manifestées de tous les points de l'Union pour les populations atteintes par le fléau.

Sous certains rapports, la situation générale est meilleure que l'année dernière. Les récoltes ont été plus abondantes bien qu'on ait à regretter la baisse des prix, mais nous avons maintenant un étalon de valeur fixe ce qui est un grand avantage.

Les lois ont été généralement observées, et les violations ont été punies, mais le gouverneur a le regret de dire qu'il y a eu des exceptions dans quelques localités. Des actes de violence ont été commis en Louisiane, comme cela arrive dans tous les Etats, sous l'empire de circonstances en dehors du contrôle des autorités.

Il s'est produit des crimes dont le caractère odieux ou la nature particulière ont amené l'application de ce qu'on appelle la "loi de lynch." Si contraires à la légalité que soient ces procédés, ils sont rarement punis dans aucune partie de l'Union, parce que la justice ne peut sévir sans preuves et que, dans de pareils cas, les témoignages font défaut.

Deux hommes de couleur, accusés de meurtre, l'un sur la personne d'un blanc, l'autre sur celle d'un homme de couleur, ont été ainsi enlevés de la geôle de Monroe mis à mort. On a lieu de croire que dans ce cas les exécuteurs étaient des blancs.

D'un autre côté, à St-Charles, un blanc nommé St-Martin, ayant été accusé du meurtre d'un homme de couleur, a été lynché par une populace composée exclusivement d'hommes de couleur.

Dans les deux cas, les investigations faites par les grands juris sont restés sans résultat. L'une avait été conduite par des républicains, l'autre par des démocrates. Les fonctionnaires judiciaires ayant fait ce qu'ils pouvaient, n'étaient pas à blâmer. Le gouverneur ne pouvait ni les suspendre ni les destituer. Il était d'ailleurs, sans pouvoir pour faire exercer des poursuites dans d'autres paroisses ; il ne serait pas prudent de donner pour quelques cas exceptionnels des pouvoirs extraordinaires à l'exécutif, dont abus pourrait être fait.

"Lorsque, dit le gouverneur, dans la campagne de 1870, j'ai proclamé dans l'Etat que dans le cas où le sernit élu gouverneur, j'avais l'assurance que la paix et le bon ordre seraient rétablis, je ne comptais pas seulement sur les moyens purement physiques et légaux qui seraient entre mes mains, car je savais que ces moyens seraient extrêmement limités, et que je ne pourrais que rapporter à cette assemblée les cas de négligence ou de fautes des fonctionnaires en même temps que je devais m'abstenir d'un usage peu judicieux du droit de grâce. Ma déclaration était basée sur la certitude que l'élection des fonctionnaires par le peuple éliminerait la plupart des causes d'animosité et que l'action graduelle des influences conservatrices ramènerait les bons sentiments entre toutes les classes et les races et fortifierait le sentiment public contre toute espèce de désordres."

Le gouverneur pense que l'emploi de moyens de rigueur, excepté lorsqu'ils sont tout à fait justifiés, ne ferait qu'aggraver le mal. Il y a, depuis deux ans, un grand adoucissement dans les mœurs et les relations politiques. Ça et là il y a bien des hommes mécontents ou téméraires qui causent des désordres regrettables et il est fâcheux que les bons citoyens ne les aient pas arrêtés par leur attitude, mais nous marchons vers un état de choses meilleur. Agir de rigueur serait retarder l'apaisement général et peut-être amener des calamités.

Il n'est pas vrai que les actes de violence aient été commis en raison de la couleur. S'il y a plus de gens de couleur atteints par ces actes, cela tient à ce qu'ils constituent dans cet Etat la classe la plus ignorante et que c'est parmi eux que se trouvent le plus de vagabonds ou de gens disposés au mal par suite de leur ignorance ou de leur condition. Cependant, depuis 20 ans, les comités de vigilance qui se sont formés, ont frappé plus de blancs que de noirs. La politique est une cause de troubles dans tous les Etats; ici les difficultés personnelles dues à la politique sont aggravées quand les antagonistes appartiennent à deux races.

Le gouverneur a fait une investigation personnelle dans les paroisses Tensas et Concordia, et il relate les faits qui ont amené des troubles dans ces paroisses.

Un certain nombre de blancs sont allés trouver un nommé républicain Fairfax sous prétexte de conférer avec lui et leur chef Peck a été tué par les noirs réunis chez Fairfax, tandis que trois de ces derniers ont été blessés. Le gouverneur déclare avoir fait la démarche des blancs. Ceux-ci donnent pour prétexte une question de quarantaine violée ; la vérité est qu'ils voulaient influencer la conduite de Fairfax dans la campagne électorale.

Le meurtre de Peck, les blessures des trois noirs ont été des résultats instantanés de part et d'autre et qui, ont eu de funestes conséquences. Fairfax sous le coup d'un mandat, au lieu de se rendre à la justice ou de quitter la paroisse, est resté en réunissant des bandes de noirs qui ont proféré des menaces. Or il y a dix noirs pour un blanc dans la paroisse Tensas et les blancs alarmés pour leur sureté et celle de leurs familles, ont appelé du secours des paroisses voisines. Les deux races se sont trouvées en armes l'une contre l'autre. Une bande d'hommes de couleur a fait feu sur une troupe de blancs accompagnant le juge qui voulait arrêter Fairfax et ceux-ci ont fait feu à leur tour ; il y a eu quelques blessés.

Un nègre qui avait incendié un gin house pour donner le signal d'un soulèvement général, a été tué ; un autre a été tué on ne sait par qui. Le conflit a gagné la paroisse Concordia. Des troupes nombreuses de noirs ont envahi la paroisse Tensas; tandis que des blancs partaient du mandat contre Fairfax entraient dans la paroisse Concordia. Une lutte s'en est suivie et 8 ou 9 noirs ont été tués. Ces déplorables événements doivent servir de leçon à ceux qui par leur imprudence ont amené ce conflit. Les fonctionnaires de ces paroisses étaient des républicains et ils ont été impuissants à empêcher l'effusion du sang. Aujourd'hui tout est payé.

FINANCES.

(Nous nous bornerons à présenter une analyse très succinte de cette partie du message, dont nous donnerons demain la traduction en entier.)

Le gouverneur constate que le fonds général a été insuffisant pour faire face aux allocations. La perception des taxes a été en retard par suite de l'épidémie. La dernière législature a réduit la taxe du fonds général de 4 mills à 2 mills ½ sans réduire les allocations. Elle avait compté sur le revenu du Moffet Register et la loi n'a pu être mise en opération. Enfin, elle avait cru que le mill du fonds de la Maison d'Etat pourrait rentrer dans le fonds général par suite d'un arrêt de la Cour Suprême, mais cet arrêt ayant été renversé sur une seconde audition de cause, la chose n'a pu se faire.

C'est un devoir sacré pour la Législature d'apporter la plus sévère économie dans les allocations et il est de la plus haute importance de fixer la taxe du fonds général, de façon à ce que les dépenses du gouvernement soient établies sur la base du comptant. Cela sera rendu plus facile par la réduction qu'apportera dans les dépenses législatives la loi 42 de 1878. Le gouverneur recommande le rappel immédiat de la partie de la loi 58 de 1877, portant que les dépenses législatives et les mandats des fonctionnaires constitutionnels seront payés par préférence sur les $300,000 à avancer par l'agence fiscale. C'est une infraction, car il en résulte que les autres mandats sont dépréciés.

La dette consolidée s'élève à $11,734,900. Il reste à convertir $488,100 et des mandats du fonds général pour $198,720.92.

La taxe de 5 mills 1/2 n'ayant pas produit un revenu suffisant, l'intérêt de janvier n'a pas été payé. Le gouverneur émet sans pouvoir pour éviter ce non paiement ou y remédier.

Le message contient une revue de la législation et des amendements concernant la circulation.

A la suite de cette législation, la taxe totale étant établie comme suit : dette 5 mills ½, écoles 3 mills, fonds général 2 mills, écoles 2 mills. Il devint de suite évident que la taxe de 5 mills ½ était insuffisante pour couvrir l'intérêt de la dette. Dès que l'ancien bureau de liquidation s'en aperçut, il cessa ses opérations et fermé ses portes, laissant une grande partie des anciens Bons non convertis.

Si tous les Bons avaient été convertis en 1874, il eût été impossible de payer le coupon du 1er janvier 1875. Il n'y a pas une seule année depuis 1874, dont il ne reste des coupons impayés.

Le message relate en détails l'arrangement conclu par le bureau actuel avec l'agence fiscale pour le paiement des coupons échus et pour les avances nécessaires pour les coupons de janvier et juillet 1878, ainsi que toutes les démarches faites récemment en vue d'obtenir les moyens de payer le coupon de janvier 1879.

Cette partie du message se termine par d'importantes suggestions sur l'égalisation des assessements et sur la perception des taxes, que nous donnerons en entier demain, la copie révisée du message ne nous étant pas parvenu à temps.

ELECTIONS, LEVÉES, VACANCES.

Le message fait une recommandation au sujet des lois d'élection. Il parle ensuite de la taxe de levées et conseille le maintien du système actuel tant que le gouvernement général n'aura pas pris charge des levées. Il suggère de compléter la loi au sujet de l'assessement et de la perception de la taxe des levées. La commission nommée pour conférer avec les autorités de l'Arkansas, a rapporté qu'un bill doit être soumis aux législatures des deux Etats pour la mise d'une levée de protection. Le gouverneur recommande ce bill à l'attention de l'assemblée.

Le gouverneur suggère de décharger le pouvoir exécutif du soin de pourvoir aux vacances dans les emplois municipaux et locaux, surtout dans les cas où la vacance n'existe qu'on n'a pas tenu que dans ce cas les exécuteurs étaient des blancs.

D'un autre côté, à St-Charles, un blanc nommé St-Martin, ayant été accusé du meurtre d'un homme de couleur, a été lynché par une populace composée exclusivement d'hommes de couleur.

Dans les deux cas, les investigations faites par les grands juris sont restés sans résultat. L'une ayant été conduite par des républicains, l'autre par des démocrates. Les fonctionnaires judiciaires ayant fait ce qu'ils pouvaient, n'étaient pas à blâmer. Le gouverneur ne pouvait ni les suspendre ni les destituer. Il était d'ailleurs, sans pouvoir pour faire exercer des poursuites dans d'autres paroisses ; il ne serait pas prudent de donner pour quelques cas exceptionnels des pouvoirs extraordinaires à l'exécutif, dont abus pourrait être fait.

"Lorsque, dit le gouverneur, dans la campagne de 1870, j'ai proclamé dans l'Etat que dans le cas où le sernit élu gouverneur, j'avais l'assurance que la paix et le bon ordre seraient rétablis, je ne comptais pas seulement sur les moyens purement physiques et légaux qui seraient entre mes mains, car je savais que ces moyens seraient extrêmement limités, et que je ne pourrais que rapporter à cette assemblée les cas de négligence ou de fautes des fonctionnaires en même temps que je devais m'abstenir d'un usage peu judicieux du droit de grâce. Ma déclaration était basée sur la certitude que l'élection des fonctionnaires par le peuple éliminerait la plupart des causes d'animosité et que l'action graduelle des influences conservatrices ramènerait les bons sentiments entre toutes les classes et les races et fortifierait le sentiment public contre toute espèce de désordres."

Le gouverneur pense que l'emploi de moyens de rigueur, excepté lorsqu'ils sont tout à fait justifiés, ne ferait qu'aggraver le mal. Il y a, depuis deux ans, un grand adoucissement dans les mœurs et les relations politiques. Ça et là il y a bien des hommes mécontents ou téméraires qui causent des désordres regrettables et il est fâcheux que les bons citoyens ne les aient pas arrêtés par leur attitude, mais nous marchons vers un état de choses meilleur. Agir de rigueur serait retarder l'apaisement général et peut-être amener des calamités.

Il n'est pas vrai que les actes de violence aient été commis en raison de la couleur. S'il y a plus de gens de couleur atteints par ces actes, cela tient à ce qu'ils constituent dans cet Etat la classe la plus ignorante et que c'est parmi eux que se trouvent le plus de vagabonds ou de gens disposés au mal par suite de leur ignorance ou de leur condition. Cependant, depuis 20 ans, les comités de vigilance qui se sont formés, ont frappé plus de blancs que de noirs. La politique est une cause de troubles dans tous les Etats; ici les difficultés personnelles dues à la politique sont aggravées quand les antagonistes appartiennent à deux races.

Le gouverneur a fait une investigation personnelle dans les paroisses Tensas et Concordia, et il relate les faits qui ont amené des troubles dans ces paroisses.

Un certain nombre de blancs sont allés trouver un nommé républicain Fairfax sous prétexte de conférer avec lui et leur chef Peck a été tué par les noirs réunis chez Fairfax, tandis que trois de ces derniers ont été blessés. Le gouverneur déclare avoir fait la démarche des blancs. Ceux-ci donnent pour prétexte une question de quarantaine violée ; la vérité est qu'ils voulaient influencer la conduite de Fairfax dans la campagne électorale.

Le meurtre de Peck, les blessures des trois noirs ont été des résultats instantanés de part et d'autre et qui, ont eu de funestes conséquences. Fairfax sous le coup d'un mandat, au lieu de se rendre à la justice ou de quitter la paroisse, est resté en réunissant des bandes de noirs qui ont proféré des menaces. Or il y a dix noirs pour un blanc dans la paroisse Tensas et les blancs alarmés pour leur sureté et celle de leurs familles, ont appelé du secours des paroisses voisines. Les deux races se sont trouvées en armes l'une contre l'autre. Une bande d'hommes de couleur a fait feu sur une troupe de blancs accompagnant le juge qui voulait arrêter Fairfax et ceux-ci ont fait feu à leur tour ; il y a eu quelques blessés.

Un nègre qui avait incendié un gin house pour donner le signal d'un soulèvement général, a été tué ; un autre a été tué on ne sait par qui. Le conflit a gagné la paroisse Concordia. Des troupes nombreuses de noirs ont envahi la paroisse Tensas; tandis que des blancs partaient du mandat contre Fairfax entraient dans la paroisse Concordia. Une lutte s'en est suivie et 8 ou 9 noirs ont été tués. Ces déplorables événements doivent servir de leçon à ceux qui par leur imprudence ont amené ce conflit. Les fonctionnaires de ces paroisses étaient des républicains et ils ont été impuissants à empêcher l'effusion du sang. Aujourd'hui tout est payé.

FINANCES.

(Nous nous bornerons à présenter une analyse très succinte de cette partie du message, dont nous donnerons demain la traduction en entier.)

Le gouverneur constate que le fonds général a été insuffisant pour faire face aux allocations. La perception des taxes a été en retard par suite de l'épidémie. La dernière législature a réduit la taxe du fonds général de 4 mills à 2 mills ½ sans réduire les allocations. Elle avait compté sur le revenu du Moffet Register et la loi n'a pu être mise en opération. Enfin, elle avait cru que le mill du fonds de la Maison d'Etat pourrait rentrer dans le fonds général par suite d'un arrêt de la Cour Suprême, mais cet arrêt ayant été renversé sur une seconde audition de cause, la chose n'a pu se faire.

C'est un devoir sacré pour la Législature d'apporter la plus sévère économie dans les allocations et il est de la plus haute importance de fixer la taxe du fonds général, de façon à ce que les dépenses du gouvernement soient établies sur la base du comptant. Cela sera rendu plus facile par la réduction qu'apportera dans les dépenses législatives la loi 42 de 1878. Le gouverneur recommande le rappel immédiat de la partie de la loi 58 de 1877, portant que les dépenses législatives et les mandats des fonctionnaires constitutionnels seront payés par préférence sur les $300,000 à avancer par l'agence fiscale. C'est une infraction, car il en résulte que les autres mandats sont dépréciés.

La dette consolidée s'élève à $11,734,900. Il reste à convertir $488,100 et des mandats du fonds général pour $198,720.92.

La taxe de 5 mills 1/2 n'ayant pas produit un revenu suffisant, l'intérêt de janvier n'a pas été payé. Le gouverneur émet sans pouvoir pour éviter ce non paiement ou y remédier.

Le message contient une revue de la législation et des amendements concernant la circulation.

A la suite de cette législation, la taxe totale étant établie comme suit : dette 5 mills ½, écoles 3 mills, fonds général 2 mills, écoles 2 mills. Il devint de suite évident que la taxe de 5 mills ½ était insuffisante pour couvrir l'intérêt de la dette. Dès que l'ancien bureau de liquidation s'en aperçut, il cessa ses opérations et fermé ses portes, laissant une grande partie des anciens Bons non convertis.

Si tous les Bons avaient été convertis en 1874, il eût été impossible de payer le coupon du 1er janvier 1875. Il n'y a pas une seule année depuis 1874, dont il ne reste des coupons impayés.

Le message relate en détails l'arrangement conclu par le bureau actuel avec l'agence fiscale pour le paiement des coupons échus et pour les avances nécessaires pour les coupons de janvier et juillet 1878, ainsi que toutes les démarches faites récemment en vue d'obtenir les moyens de payer le coupon de janvier 1879.

Cette partie du message se termine par d'importantes suggestions sur l'égalisation des assessements et sur la perception des taxes, que nous donnerons en entier demain, la copie révisée du message ne nous étant pas parvenu à temps.

ELECTIONS, LEVÉES, VACANCES.

Le message fait une recommandation au sujet des lois d'élection. Il parle ensuite de la taxe de levées et conseille le maintien du système actuel tant que le gouvernement général n'aura pas pris charge des levées. Il suggère de compléter la loi au sujet de l'assessement et de la perception de la taxe des levées. La commission nommée pour conférer avec les autorités de l'Arkansas, a rapporté qu'un bill doit être soumis aux législatures des deux Etats pour la mise d'une levée de protection. Le gouverneur recommande ce bill à l'attention de l'assemblée.

Le gouverneur suggère de décharger le pouvoir exécutif du soin de pourvoir aux vacances dans les emplois municipaux et locaux, surtout dans les cas où la vacance n'existe qu'on n'a pas tenu que dans ce cas les exécuteurs étaient des blancs.

ECOLES PUBLIQUES, PÉNITENCIER, BONS DU CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE.

Le message se réfère pour les écoles publiques au rapport du surintendant, fait allusion au rapport des arbitres qui ont fixé à $44,833 la somme due par les fermiers du Pénitencier, et recommande d'aider les institutions charitables dans la limite des ressources disponibles.

Le gouverneur dit que, malgré le mandamus accordé par la Cour Suprême en faveur du chemin de fer du Pacifique, il a refusé d'émettre les Bons parce que les bons hypothécaires qui lui étaient offerts n'étaient pas conformes aux exigences de la loi. La Cour a rejeté la demande pour un second mandamus. Le gouverneur suggère le rappel de la loi qu'il serait dangereux de laisser subsister.

BUREAU DE SANTÉ, QUARANTAINE.

Le gouverneur, après avoir exposé l'importance du sujet, dit qu'il y a diversité d'opinion sur la question de savoir si la fièvre jaune est importée ou indigène, et si la quarantaine est utile ou non.

Dans le doute entre les deux théories, le gouverneur se prononce pour celle de la quarantaine qui, si elle est fondée, protégera tout un peuple et qui, en nous privant du commerce avec les tropiques, nous conservera le commerce avec tout l'intérieur. Le gouverneur se prononce même pour l'interruption complète de toute communication avec les ports infectés. "Aucun navire, aucune personne, aucune marchandise ne doivent pouvoir entrer dans le port de la Nouvelle-Orléans ni dans aucun port de l'Etat, tant que dure la prévalence pour une quarantaine." Le gouverneur demande donc l'extension des pouvoirs du bureau de santé, et propose de lui accorder la nomination de l'inspecteur du bétail.

Le message traite assez longuement de l'affaire de l'imprimerie d'Etat.

Le gouverneur annonce qu'il a reçu le beau tableau de Lami représentant la bataille d'Orléans, offert par M. Wm. Corcoran, de Washington.

Les rapports des chefs de département et des institutions publiques ayant été retardés, le gouverneur réserve les recommandations qu'il aura à faire sur ces rapports et il termine comme suit :

CONCLUSION.

"C'est à vous qu'incombe le grave devoir d'accomplir l'œuvre de soulager le peuple de cet Etat de tous les fardeaux, conséquence de tant d'années de mauvais gouvernement, de préserver la foi publique, de rendre à cette grande communauté ses anciennes conditions de prospérité et de bonheur.

Je suis convaincu que vous apporterez dans l'accomplissement de vos devoirs constitutionnels un sentiment élevé de la grande responsabilité qu'ils imposent.

"La Constitution qui vous impose ces devoirs et qui les limite sous beaucoup de rapports, vous bornera dans vos désirs légitimes de servir le peuple de cet Etat. La dernière assemblée générale ayant senti cet obstacle, a cherché à le surmonter en présentant des amendements à la loi organique qui corrigeaient beaucoup d'abus que ne pouvait atteindre l'action législative. L'échec de ces amendements ne vous laisse comme remède complet qu'un révision de toute la Constitution. C'est à vous à décider quelle est l'époque la plus opportune, mais si vous êtes d'avis que cette révision ait lieu avant la prochaine élection générale, il me semble qu'il est à désirer que vous votiez les lois fiscales nécessaires le plus tôt possible, afin de pouvoir vous ajourner le plus promptement possible après avoir statué sur la convocation d'une convention, ce qui éviterait les frais d'une session prolongée.

ACADEMIE DE MUSIQUE. — Ce théâtre brave le mauvais temps et fait toujours accourir la foule. Nous en félicitons la direction. Aujourd'hui l'Académie donnera en matinée deux pièces comiques, "Naval engagements," comédie remplie de traits comiques et forts amusants, et le "Checkmate" qui est une farce plus drolatique et plus amusante encore. La troupe que qui figurera dans ces deux pièces est toute nouvelle et vous soulagera et vous guérir en prenant l'excellent BAUME AUX NAVETS INDIENS de Laplace. Prix du flacon, $1.

Meubles de salon élégants, avec couvertures lustrées, en moyer, canapé et chaises, sofas, glaces, etc., à bon prix au "Golden Eagle Furniture Palace" de A. B. Hubbard, coin Esmarda et Perdido.

Pourquoi languir, gémir et souffrir sous l'oppression d'affreux rhumes, de déchirants catarrhes qui, négligés, mènent droit à la phthisie, lorsque vous pouvez vous soulager et vous guérir en prenant l'excellent BAUME AUX NAVETS INDIENS de Laplace. Prix du flacon, $1.

Meubles de salon élégants, avec couvertures lustrées, en moyer, canapé et chaises, sofas, glaces, etc., à bon prix au "Golden Eagle Furniture Palace" de A. B. Hubbard, coin Esmarda et Perdido.

Pourquoi languir, gémir et souffrir sous l'oppression d'affreux rhumes, de déchirants catarrhes qui, négligés, mènent droit à la phthisie, lorsque vous pouvez vous soulager et vous guérir en prenant l'excellent BAUME AUX NAVETS INDIENS de Laplace. Prix du flacon, $1.

—Dans une pièce de comédie, un des personnages assistant à la lecture d'un contrat de mariage, s'écriait : "Mais dans cet acte, il n'est question que de ma mort." On pourrait en dire autant des discours récemment prononcés par les deux puissants souverains de la Russie et de l'Allemagne. En effet, à l'exemple de son neveu, l'Empereur Guillaume s'adressant aux représentants du clergé de Berlin, n'a pour ainsi dire parlé que du peu de temps qu'il lui reste à vivre. C'est la *Gazette de l'Allemagne du Nord* qui nous signale particulièrement cette partie de l'allocution impériale :

Les grandes villes ressemblent à une éponge qui absorbe tout. Un grand nombre de personnes quittent les petites villes et la province, en leur enlevant ainsi leurs forces actives de travail, pour venir à Berlin dans l'espoir d'y trouver le bonheur et la fortune. La plupart y perdent leurs illusions et se trouvent, par suite, mécontents, ce qui explique les rapides progrès de la démocratie socialiste. Nous sentrons maintenant dans une ère où l'on s'efforce de renverser les princes dans la tromperie espoir d'arriver ainsi à un meilleur état de choses.

En ce qui me concerne, je ne puis, suivant toute prévision humaine, que m'attendre à vivre encore un court espace de temps. Aussi je remets ma vie entre les mains de la Providence, et les tendances criminelles de l'époque ne m'empêcheront jamais de remplir dans l'avenir mes devoirs de souverain, comme je l'ai fait jusqu'ici!

—Le *Daily News*, dans son numéro du 14 décembre, rend compte de l'expérience d'éclairage électrique faite à Londres sur le quai de la Tamise, en présence de sir James M. Garel-Hogg, président du conseil des travaux publics de Londres (Metropolitan Board of Works), sir Joseph Bazalgette, ingénieur, et T. W. Keates, ingénieur conseil, accompagnés de plusieurs autres membres du conseil.

Les résultats obtenus ont établi d'une façon éclatante la supériorité du système Jablochkoff, les soins apportés à l'installation des moteurs et des appareils électriques ont donné à la lumière une netteté fixité. La foule accourue sur les bords du fleuve pour jouir de ce spectacle d'une saisissante beauté, a constaté que le succès était complet, et que l'établissement de cet éclairage rendrait impossibles, à l'avenir, les accidents de navigation, qui ont si douloureusement attristé la population tout entière.

—Une mésaventure qui rappelle celle du roi Dagobert, est arrivée, à Berlin, à un savant allemand, bien connu en France, M. Mommsen, à la réception, par l'empereur Guillaume, des représentants de l'Université. C'est le *Berliner tages blatt* qui raconte l'incident :

En leur qualité de représentants de la science, les trois professeurs Mommsen, Dubois Rayon et Curtius portaient l'habit noir, et pour pouvoir se joindre à la députation de l'Université, ils étaient obligés de revêtir à la hâte le costume officiel.

A propos de cette métamorphose, il arriva à l'historien Mommsen le petit malheur de mettre le pantalon à l'envers. Cette distraction ne fut remarquée, par un de ses collègues, que dans la salle d'audience, et au moment où il lui en fit la remarque, l'Empereur parut. Moins heureux que le roi Dagobert, qui eut du moins la chance d'être prévenu à temps, le savant Mommsen dut garder son pantalon à l'envers pendant toute l'audience.

—Terminons par une satire du *Punch*, qui confirme ce que nous disions plus haut de la fierté de l'aristocratie britannique :

Un noble lord est voituré par son domestique dans un petit char à bras. Le lord fait un chemin la rencontre de M. Blad, honnête épicier de Scheffield, qui habite dans le voisinage de l'hôtel du noble lord.

M. Blad, d'un ton aimable, au noble lord, qui souffre de la goutte héréditaire :

—J'espère que Votre Seigneurie va mieux ce matin. Je me trouve moi-même un peu mieux.

Le noble lord sévèrement :

—Ah! je ne savais pas que les personnes de votre classe étaient sujettes à ma maladie.

Un fait étonnant.—Une grande proportion de la population souffrant aujourd'hui des effets de la dyspepsie et du désordre du foie. Le remède de ces maux sur des masses de gens intelligents est très étonnant. Il fait de la vie un fardeau au lieu d'une existence agréable et utile comme cela devrait être. Il n'y a pas de bonne santé possible, et vous voulez certainement mettre de côté les préjugés et les conseils demandez l'avis des droguistes et de vos amis et essayez une bouteille de "Green's August Flower." Votre existence sera certaine et prompte. Les millions de bouteilles de ce remède ont été données pour faire connaître les vertus, et les résultats ont été constamment dans tous les cas. Vous pouvez acheter une bouteille pour essayer et dès que vous serez que 10 cents. Trois doses suffisent pour soulager dans les plus mauvais cas. A vendre chez tous les droguistes dans tout le monde civilisé.

Décédés, mardi, 7 janvier 1879, Dame EULALIE OCTAVIE ST-MARTIN épouse d'ALEXANDRE P. FAURIE. Les amis et connaissances des familles Faurie, St-Martin, Delery, Reed et Deffez, sont priés d'assister au convoi et à l'enterrement qui auront lieu aujourd'hui, à 4 heures P. M., de sa dernière résidence No 321 rue Ste-Anne, près de l'encoignure Derbigny.

Décédée, lundi, le 6 janvier 1879, à 4 heures P. M., LOUISE MARIETTE BRULATOUR, âgée de 15 mois, fille de Thomas Brulatour et de Marie Mossy.

Quartier-Général de la société française L'Hirondelle, rue Bienville, No 67, rue Bienville.—Toutes les communications, invitations, etc., envoyées à cette société par les organes civiles, militaires ou indépendantes, doivent être adressées à son officier en chef, M. A. SIDOTI, président de la société, autrement elles ne seront pas considérées. 8 janv—3f.

France-Tirsurs d'Orléans.—La Compagnie se réunira AUJOURD'HUI, mercredi, 8 janvier, à une heure P. M., en grande tenue de service, au coin Conti, Salle Orléans. La plus grande ponctualité est requise.

Par ordre
ARMAND SELLE,
Capitaine.
A. LUGE,
Sergent-Fourrier.
Election d'officiers après la parade.
8janv—1f

Propositions pour réparations.

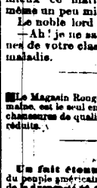
Département des Waterworks et Edifices Publics,
Chambre 23,
Hôtel de Ville,
Nouvelle-Orléans, 7 janvier 1879.

DES propositions cachetées seront reçues à ce bureau jusqu'au Vendredi, 17 janvier 1879, à midi, pour les réparations à l'école des garçons de la rue Bienville, et à l'école des filles de la rue Robertson, selon les spécifications du dessiner dans le bureau du voyer de la ville, le soumissionnaire devra indiquer le plus bas cachet sur. La ville se réserve le droit de rejeter une offre quelconque ou toutes les offres.

Les personnes qui feront des propositions pour le travail devront déposer entre les mains de l'Administrateur des Finances, comme preuve de leur intention de se soumettre au contrat, la somme de $100 en billets des E.U., laquelle sera encourue forfaite à la ville dans le cas de non-signature du contrat. On remettra aux soumissionnaires qui le contest a faire, la pas été accepté, le montant de leurs dépôts le jour où l'adjudication aura lieu.

Les propositions devront être rédigées :
Propositions pour réparations à l'Ecole des garçons de la rue Bienville, et à l'Ecole des filles de la rue Robertson.
8janv—1f

BAUME PECTORAL AUX NAVETS INDIENS.



Le Baume pectoral aux navets indiens guérit complètement les rhumes les plus violents, les catarrhes, les phthisies en début, les suffocations spasmodiques, les expectorations purulentes, les crachements de sang, les douleurs de poitrine, les points de côté, les rhumatismes, les maux de gorge, les enrouements, les affections de la vessie, les pertes blanches, les maux de reins, les douleurs de la matrice, les suppressions, les irrégularités périodiques, les fièvres intermittentes, les fièvres bilieuses, les fièvres putrides, les fièvres malignes, les fièvres typhoïdes, les fièvres jaunes, les fièvres scarlatines, les fièvres éruptives, les fièvres inflammatoires, les fièvres muqueuses, les fièvres adynamiques, les fièvres ataxiques, les f